



Où se trouve la frontière ? La place de la Finlande dans la zone de sécurité de l'URSS, 1944-1956

Sabine Dullin

► To cite this version:

Sabine Dullin. Où se trouve la frontière ? La place de la Finlande dans la zone de sécurité de l'URSS, 1944-1956. Georges-Henri Soutou; Émilie Robin Hivert. L'URSS et l'Europe de 1945 à 1957, Presses de l'université Paris Sorbonne, pp.357-378, 2008, 9782840505709. hal-03420068

HAL Id: hal-03420068

<https://sciencespo.hal.science/hal-03420068>

Submitted on 18 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

OÙ SE TROUVE LA FRONTIÈRE ? LA PLACE DE LA FINLANDE DANS LA ZONE DE SÉCURITÉ DE L'URSS 1944-1956

Sabine Dullin

Tous les travaux portant sur les relations bilatérales soviéto-finlandaises ont souligné le caractère exceptionnel du destin de la Finlande après-guerre¹. Celui-ci s'incarnerait dans la non-satellisation du pays. L'un des objectifs des historiens avec l'ouverture partielle des archives soviétiques a dès lors été de repérer depuis 1944 les prémisses d'un miracle : que la Finlande ne soit pas devenue ce qu'elle aurait dû devenir – une démocratie populaire partageant le sort des autres voisins occidentaux de l'URSS. Ce miracle provenait-il de la nature de la culture politique finlandaise² ou des attitudes occidentales³ ? Fallait-il attribuer cette heureuse issue à la non-occupation du territoire ou y voir le fruit d'un respect particulier manifesté par Staline à l'égard de la valeur militaire des Finlandais⁴ ? Était-ce le résultat d'une particularité finlandaise à laquelle les Soviétiques durent se plier ou pouvait-on l'expliquer par une perception spécifique de la Finlande à Moscou ? Les archives disponibles au ministère des Affaires étrangères et celles du parti communiste ne permettent pas de répondre de manière totalement convaincante à ces questions.

L'étude des représentations soviétiques sur la place de la Finlande au sein du système de sécurité de l'URSS et leurs évolutions peut cependant apporter un éclairage différent sur d'anciennes questions. Autant que les sources le

357

L'URSS ET L'EUROPE, DE 1941 À 1957 • PUPS • 2008

- 1 Jukka Nevakivi (dir.), *Finnish-Soviet Relations 1944-1948*, Département d'histoire politique, Université d'Helsinki, 1994, et du même auteur, « A Decisive Armistice 1944-1947: Why Was Finland Not Sovietized? », *Scandinavian Journal of History*, 19, p. 91-115.
- 2 C'est le principal argument développé par Alfred Rieber pour expliquer l'intervention limitée de l'URSS en Finlande : « Les Finlandais avaient Paasikivi qui n'était pas Beneš », *Zhdanov in Finland, The Carl Beck Papers n° 1107*, Pittsburgh, février 1995.
- 3 Pour Adam Ulam, l'indépendance de la Finlande a été sauvée à Téhéran par la fermeté de l'intervention anglo-américaine en sa faveur ; voir *Expansion and Coexistence. The History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*, New York, Praeger Publishers, 1968, p. 356.
- 4 Sur les critères de la bravoure militaire et du patriotisme dans la perception par Staline des pays étrangers, Erik Van Ree, *The Political Thought of Josef Stalin. A Study in twentieth century revolutionary patriotism*, London, Routledge Curzon, 2002, chap. 16.

permettent, on essaiera de voir les grandes lignes de ces représentations telles qu'elles apparaissent sous la plume ou dans la bouche des principaux dirigeants (Staline, Molotov et Ždanov), mais aussi des experts militaires et des diplomates. Ces représentations guident-elles les actions entreprises par l'URSS ? Le nécessaire compromis entre perceptions et réalités nourrit-il du côté soviétique un sentiment d'échec ou au contraire de réussite quant à la politique menée à l'égard de la Finlande ?

Les représentations soviétiques de la Finlande et de sa position aux frontières de l'URSS s'ancrent dans l'histoire selon une double temporalité : mémoire longue des liens entre les deux pays depuis l'époque où le grand duché de Finlande était dans l'Empire russe, mémoire courte du voisinage violent des années de tension puis de guerres ouvertes de 1939 à 1944. Elles apparaissent également au croisement de plusieurs conceptions de la sécurité : d'un côté, la conception d'une sécurité immédiate aux frontières héritée de l'entre-deux-guerres ; de l'autre, une conception plus ample d'une zone de sécurité élargie que la guerre, la victoire et l'acquisition d'un statut de Grande Puissance semblent rendre possible. Elles répondent enfin à des facteurs géographiques spécifiques : longueur de la frontière entre les deux pays, appartenance de la Finlande aux États riverains du golfe et de la mer Baltique, appartenance de la Finlande à la Scandinavie.

Nous verrons dans un premier temps combien, à la sortie de la guerre, la représentation dominante est celle d'une Finlande arrimée fermement à l'URSS d'un point de vue militaire et économique dans un contexte politique où prédomine l'idée de faire payer les pays vaincus. Puis nous nous attacherons aux modalités politiques selon lesquelles les dirigeants soviétiques envisageaient le voisinage avec la Finlande. Enfin, il s'agira de souligner combien la dimension scandinave est présente dès la sortie de guerre dans la politique soviétique à l'égard de la Finlande, mais qu'elle n'occupe la première place qu'au moment des changements post-staliniens⁵.

ARRIMER LA FINLANDE À L'URSS MILITAIREMENT ET ÉCONOMIQUEMENT

Dans les représentations soviétiques au sortir de la guerre, la Finlande est un « flanc gauche » de l'URSS, un « maillon » dans sa zone occidentale de sécurité. L'enjeu pour Moscou est que cette position de « tête de pont », d'« avant-poste »

5 Le premier à mentionner le facteur scandinave dans la politique finlandaise de l'URSS est sans doute le maréchal Mereckov, commandant du front de Carélie (K. A. Mereckov, *Na službe narodu*, Moskva, 1968, p. 366).

serve dorénavant l'Union soviétique et non plus l'Occident⁶. La méthode pour y parvenir apparaît cependant assez différente chez les militaires et les diplomates, même si l'on constate dans les projets des uns comme des autres une certaine tendance à l'euphorie géopolitique, comme si la victoire chèrement gagnée ouvrait tous les possibles.

Plusieurs commissions s'occupent depuis 1943 de la Finlande. C'est à partir de leur travail que sont élaborées les conditions d'armistice du 19 septembre 1944. Outre les experts de la commission Litvinov qui réunit des diplomates, des juristes et des kominterniens, deux commissions s'occupent plus spécifiquement des questions de l'armistice avec Helsinki : la commission présidée par Vorosilov⁷ et la commission centrale sur les questions de frontière avec la Finlande créée le 1^{er} mars 1944⁸. Ces commissions sont de véritables lieux de production de rapports et de projets toujours présentés sous deux formes : une version maximaliste et une version minimaliste. Le travail est parfois inter-institutionnel mais le plus souvent la division des tâches prévaut. Ainsi, les diplomates n'évoquent guère dans leurs notes les projets d'occupation d'un territoire ennemi car cela n'entre pas dans leurs prérogatives⁹. De là, l'impression d'un décalage entre les options retenues de part et d'autre. Le premier projet, élaboré au sein de la commission Vorosilov, prévoit d'occuper militairement la Finlande, les îles du golfe de Finlande et les îles Åland¹⁰. Au même moment, les questions finlandaises étudiées au sein de la commission Litvinov, en particulier par Lozovskij, sont géopolitiques : elles portent sur les frontières et sur la création d'un nouveau pouvoir en Finlande. Notons

6 Archives de politique extérieure de la Fédération de Russie (ci-après APE FR), fonds o6, *passim*.

7 La commission générale d'armistice auprès du NKID formée par décision du Sovnarkom le 4 septembre 1943 est ensuite réorganisée le 29 juin 1944 en deux commissions : celle chargée de l'armistice avec l'Allemagne et celle qui s'occupe de l'armistice avec la Finlande, la Hongrie et la Roumanie avec notamment Vorosilov et Šapošnikov (point 250, protocole spécial n° 43 du Bureau politique, 30 septembre 1943-21 mars 1944, Archives de l'État russe sur l'histoire sociale et politique, ci-après RGASPI, 17/162/37).

8 Cette commission est composée de militaires de l'État-Major, de représentants du NKVD et de Dekanozov, commissaire adjoint du NKID. On retrouve ensuite plusieurs de ses membres dans la Commission de contrôle alliée chargée de veiller à l'application de l'armistice en Finlande et présidée depuis sa création en octobre 1944 par Ždanov (point 411, protocole spécial n° 42 du BP, *ibid.*).

9 « La question de l'occupation relèvera prochainement des compétences de la commission Vorosilov sur l'armistice. Elle est inscrite à l'ordre du jour seulement dans les cas où la commission ne s'en occupera pas », note de Litvinov, 9 septembre 1943, APE FR, o6/6/14/149a, p. 18.

10 Note de Vorosilov, président de la commission, à Molotov, 6 octobre 1943, *ibid.*, o6/6/15/150, p. 198-204, doc. cité dans *SSSR i Germanskij Vopros 1941-1949*, t. I, Moscou, Meždunarodnye otnošeniâ, 1996, p. 269-275.

cependant que les diplomates envisageaient alors l'éventualité d'une occupation de la Finlande sur sa demande par les Anglo-Américains.

Par ailleurs, de l'automne 1943 à l'été 1944, des évolutions se font sentir dans les propositions qui sont faites. Jusqu'à la conférence de Téhéran, un consensus s'établit autour de la reddition inconditionnelle des pays ennemis dont la Finlande. Ce n'est plus le cas après. Dans les projets diplomatiques, le tournant est pris dès le début 1944. En témoignent les propositions de Majskij, commissaire adjoint au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères mais également président de la commission qui s'occupe des réparations. Celui-ci prévoit l'arrimage solide de la Finlande par le biais de bases militaires, aériennes et navales et une liaison entre le système de chemins de fer et de routes de l'URSS et de la Finlande. Un parallèle est établi par Majskij entre la Finlande et la Roumanie¹¹. Il présente en effet les deux pays comme des prolongements du territoire de sécurité de l'URSS. L'objectif prévu à moyen terme dans les deux cas est un pacte d'assistance mutuelle de longue durée¹². Dans les projets des militaires, la percée du front Nord en juin 1944 repose la question d'une reddition inconditionnelle et favorise les projets d'occupation du territoire. Au-delà de certaines divergences entre Šapošnikov et Vorošilov, l'unanimité se dégage sur l'occupation nécessaire d'une partie de la Finlande, en particulier les grands centres industriels dont Helsinki et Turku (Åbo), les Finnois devant se joindre à l'Armée rouge pour combattre les Allemands. Toutefois, dans la note adressée à Molotov le 21 juillet 1944, le projet d'occupation est finalement limité aux points stratégiques¹³.

Les conditions d'armistice retenues au Kremlin n'intègrent finalement pas l'occupation d'une partie de la Finlande discutée tout au long de l'année par certains militaires¹⁴. Staline, mais aussi la conjoncture, font pencher en

11 Ce parallèle avait été établi par Molotov et Staline lui-même dans le cadre de la préparation de la rencontre avec Eden en décembre 1941 ; voir N. I. Egorova, « NATO i evropejskaâ bezopasnost' », dans A. O. Čubarjan, (dir.), *Stalin i Holodnaâ Vojna*, Moskva, IVI, RAN, 1997, p. 294-295 ; O. A. Ržeševskij, *Vojna i diplomatiâ : Dokumenty, kommentarii (1941-1942)*, Moskva, 1997, p. 17.

12 Maïski dans sa note du 11 janvier 1944 adressée à Molotov, Stalin, Vorošilov, Mikoân, Beriâ, Litvinov et Dekanozov compare la Finlande et la Roumanie dans une optique de sécurité anti-allemande. Il prévoit pour ces deux pays la conclusion de pactes d'assistance mutuelle de longue durée avec l'octroi à l'URSS d'un nombre suffisant de bases militaires, maritimes et aériennes. D'autre part, l'URSS doit être reliée avec la Finlande et la Roumanie par un système de routes et de chemins de fer dont l'importance est stratégique et économique (APE FR, 06/6/14/145, 41 pages, publié dans *Istočnik*, 1995, n° 4, p. 124-144).

13 Sur ce point, APE FR, 06/6/15/150, p. 159-61, p. 171, p. 223, p. 260-266, cité dans Rieber, « Les Finlandais avaient Paasikivi... », art. cit., p. 17.

14 Dans certains projets de la Marine soviétique, on prévoyait, et cela jusqu'en août 1945, la main-mise soviétique sur les îles Åland qui auraient alors été détachées de la Finlande.

faveur des projets modérés. Le point de vue exprimé par les Alliés a sans doute compté, mais également les conditions de l'offensive soviétique en Europe. Contrairement à la Roumanie libérée/occupée avant de devenir l'arrière du front qui s'avance en Yougoslavie et en Hongrie, la Finlande est contournée par les armées soviétiques au Nord et au Sud. Du point de vue stratégique, la Finlande, bordée par la Suède, État neutre, est en situation de « cul de sac ».

Malgré la non-occupation du territoire, l'armistice stipule un certain nombre de clauses militaires et économiques susceptibles d'arrimer fermement la Finlande à l'URSS. Le symbole en est la base aérienne et navale d'une longueur de 30 kilomètres créée à Porkkala-Udd, qui était selon le NKID une réserve d'oiseaux rares. Cette véritable enclave soviétique en territoire finlandais est située à seulement 15 kilomètres d'Helsinki et scinde les deux axes majeurs de communication que sont le chemin de fer Helsinki-Turku (Abo) et le chenal en eau libre de Porkkala¹⁵. Cette clause de l'armistice incarne bien la place dévolue à la Finlande dans la zone de sécurité soviétique. Certes le pays n'est pas occupé, mais il se trouve sous la menace militaire directe de l'URSS et la région d'Helsinki est cernée de part et d'autre (Vyborg à l'Est et Porkkala à l'Ouest). Par ailleurs, il est placé sous le contrôle exclusif de la Commission centrale alliée, présidée par Ždanov, et dans laquelle les Anglais ne conservent qu'un statut d'observateurs. Une des intentions soviétiques exprimées dès 1944 était d'avoir un monopole sur l'application de l'armistice et tout fut entrepris pour évincer le plus possible les Anglais qui se laissèrent faire, sauf en matière de commerce¹⁶.

Le deuxième volet de la politique soviétique d'arrimage de la Finlande est en effet le volet économique. Il s'agit de faire payer la Finlande, mais pas n'importe comment. La politique de réparations vise à créer ou à accentuer selon les secteurs la dépendance finlandaise à l'égard de l'économie soviétique¹⁷. La commission Ždanov, qui veille à l'application des clauses d'armistice, consacre une grande part de son activité à la question des réparations : 300 millions de dollars à payer en six ans par des livraisons en nature, notamment des produits forestiers, du papier, de la cellulose, des bateaux et des équipements mécaniques. À Moscou, on considère la Finlande comme un pays riche en potentiel et en capacité productive : son économie fait donc partie de celles qui doivent contribuer

15 APE FR, fonds mission soviétique en Finlande, 18/53/2.

16 Les archives du Foreign Office montrent que les Britanniques ne cherchent pas véritablement à s'impliquer dans la mise en œuvre des conditions d'armistice, ne se préoccupant d'une seule chose dès 1945 : le maintien d'un espace économique finlandais ouvert pour leur commerce (FO 371/56179 et 511/120). Voir sur l'attitude passive du représentant britannique à la CCA, Tuomo Polvinen, *Between East and West. Finland in International Politics, 1944-1947*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1986, p. 57-62.

17 Cet aspect a été développé dans T. V. Androsova, « Finlandiâ v planah SSSR konca 1940-h – serediny 1950-h godov », *Otečestvennaâ Istorîa*, 1999, n° 6, p. 47-64.

à la reconstruction de l'Union soviétique. Dès la première réunion de la Commission de contrôle alliée, le 5 octobre 1944, Ždanov informe les membres de la commission qu'il s'agit de transformer la vie économique de la Finlande en appendice de l'économie soviétique. Le 9 octobre, il parle de « s'infiltrer dans tous les pores de la vie économique finlandaise » et, à l'entendre, la tâche ne devrait pas être trop difficile : « Les Finnois nous craignent terriblement, ils nous craignent comme si nous étions venus chez eux avec des troupes d'occupation »¹⁸.

Les moyens de contrôle de l'URSS sur sa voisine du Nord apparaissent ainsi énormes : dépendance économique, rôle d'enclave de Porkkala, utilisation par les Soviétiques des eaux territoriales et des chemins de fer finlandais.

362

Cependant, ces conditions d'armistice semblent être encore jugées trop douces par une partie de la population, comme en témoignent les très rares recherches portant sur l'opinion publique des Soviétiques au sortir de la guerre¹⁹. Certes, celle-ci n'a pas en URSS les moyens de peser sur le processus de décision. La seule opinion parfois prise en compte par les Soviétiques en matière de politique extérieure est l'opinion occidentale. Pourtant, les dirigeants comme les experts soviétiques ont eu leur propre expérience de la guerre et ne sont pas imperméables à l'état d'esprit de la population. Dans la représentation que Ždanov se fait de sa tâche en Finlande, la mémoire récente du blocus de Leningrad joue sans conteste un rôle²⁰. Des enquêtes auprès des habitants de Leningrad menées par les organes du Parti en 1945 rendent compte d'un fort sentiment anti-finlandais que cette remarque d'un Léningradois résume assez bien : « Ils ont tué des centaines de milliers de Russes et ont attaqué deux fois Leningrad »²¹. On est alors en plein dans la préparation des rapports par ville et par région adressés à la commission Šverník sur les dommages de guerre, ainsi que dans la préparation du procès de Leningrad contre les criminels de guerre allemands prévu en décembre 1945. Les griefs portent sur la contribution, même si elle a pu être passive, des Finlandais au blocus de la ville. Ils témoignent

18 Réunion du 9 octobre 1944, RGASPI, 77/3a/39, p. 39.

19 Ce champ de recherche délaissé est de nouveau investi depuis l'ouverture des archives témoignant de la richesse de la documentation disponible dans ce domaine. Celle-ci nécessite cependant beaucoup de précautions méthodologiques pour son utilisation ; voir sur ces questions les travaux d'Elena Zubkova. Elle aborde la relation opinion publique/politique extérieure dans son article « Stalin i obščestvennoe mnenie v SSSR, 1945-1953 gg », dans A. O. Čubarian (dir.), *Stalin i Holodnâ Vojna*, op. cit., p. 274-290.

20 Sur Ždanov pendant le blocus, Kees Boterbloem, *The Life and Times of Andrei Zhdanov, 1896-1948*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's UP, 2004, p. 225-252.

21 Les résultats de ces enquêtes, dont le contexte d'élaboration resterait à expliciter, sont présentés par Tino Vihavainen, *Stalin i Finny*, Saint-Petersbourg, Neva, 2000, p. 210-211.

d'une incompréhension à l'égard des clauses de l'armistice de 1944 qui semblent reprendre une guerre plus tard (à l'exception de l'annexion de Petsamo) les termes du traité de mars 1940. Pour les opinions les plus radicales, il fallait régler son compte à la Finlande une bonne fois pour toutes, l'annexer et disperser les Finlandais, jugés « incorrigibles », sur tout le territoire de l'URSS²².

La politique soviétique menée à l'égard de la Finlande apparaît finalement plus modérée que ne le voudraient certains secteurs de l'opinion. Toutefois, les dirigeants savent faire usage de cette mémoire consensuelle sur la vulnérabilité et les sacrifices de Leningrad. Le discours de référence, en ce domaine, est celui que Staline avait prononcé en avril 1940 à la clôture de la réunion-bilan du Comité central du PCUS sur la guerre d'hiver. Dans ce discours, le chef du Kremlin faisait de la sécurité de Leningrad une métonymie de la sécurité de l'URSS :

Nous devons protéger Leningrad car sa sécurité est la sécurité de notre Patrie. Non seulement car 30-35 % de notre industrie de défense est concentrée là mais surtout parce que la sécurité de Leningrad est capitale pour le destin du pays. [...] Une percée vers Leningrad avec la formation à cet endroit, par exemple, d'un gouvernement bourgeois de Gardes Blancs donnerait une base sérieuse pour une guerre civile à l'intérieur du pays contre le gouvernement soviétique. [...] C'est pourquoi la sécurité de Leningrad est la sécurité de notre pays²³.

La représentation que Staline se fait de cette ville, centrale pour la sécurité de l'URSS tout entière et à la fois frontalière et vulnérable, me semble être l'un des éléments de son attitude politique toujours suspicieuse à l'égard des élites de Leningrad, décimées par les purges avant comme après-guerre.

L'obsession de l'ancienne frontière située à 30 kilomètres de Leningrad se retrouve aussi dans les discours diplomatiques de l'après-guerre. Ainsi, en août 1946, à la conférence de Paris, pour contrer la demande finlandaise d'adoucir certains termes du traité de paix, Molotov et Vyšinski recourent à l'histoire et à la mémoire de Leningrad. Le premier rappelle, immédiatement après la déclaration du délégué finlandais Carl Enckell, les incursions des Belofinny à Leningrad pendant la guerre civile puis la guerre de 1941 avec les souffrances causées par le blocus. Vyšinski, quant à lui, use d'un registre menaçant, quelques jours plus tard, le 19 août, devant Pekkala et Enckell :

22 Refusant ce qu'il appelle du « sentimentalisme » à l'égard des « bandits blancs finlandais », un professeur de Leningrad, lauréat du prix Staline, pense que le maréchal Mannerheim, alors président de la Finlande, devrait être jugé pour crimes de guerre (aux côtés de l'ancien président Ryti et de l'ancien ministre Tanner), *ibid.*

23 7^e session, soir du 17 avril 1940, cité dans A. O. Chubaryan (dir.), *Stalin and the Soviet-Finnish War 1939-40*, London, Harold Shukman/Frank Cass, 2001, p. 263.

Que les Finnois essaient de marcher sans l'Union soviétique, qu'ils essaient de redessiner la ligne frontière à trente kilomètres de Leningrad : l'Union soviétique n'a pas et n'a jamais eu d'hostilité à l'égard de la Finlande mais elle a été forcée de verser beaucoup de sang à cause des aventuristes qui étaient au gouvernement finlandais et de ce fait les demandes soviétiques sont justes. Elles sont dictées par les intérêts de sécurité de l'URSS²⁴.

La Finlande fait ainsi partie intégrante du périmètre de sécurité de l'Union soviétique. Quelles peuvent en être les conséquences politiques ?

UNE AUTONOMIE POLITIQUE SOUS CONTRÔLE

Pour définir et redéfinir en fonction de la conjoncture leurs relations avec la Finlande, les Soviétiques ont à leur disposition une diversité de scénarios et de représentations. En effet, contrairement aux relations politiques élaborées après guerre avec des pays de l'Est comme la Hongrie, il y a déjà une histoire longue des relations politiques de voisinage entre Moscou et Helsinki. Sur fond d'une solide animosité finnoise à l'égard des Russes, les phases de tension et de bon voisinage affichés ont alterné.

Avec Ždanov à Helsinki, allait-on assister à une soviétisation de la Finlande sur le modèle des Pays Baltes ? L'homme était connu pour accorder la priorité aux intérêts du Parti et s'était distingué avant-guerre par ses diatribes anti-occidentales. Critique à l'égard de la politique de sécurité collective menée alors par Litvinov, il prônait, en tant que chef du Parti de Leningrad, une approche étroitement territoriale de la sécurité par les moyens d'une défense maritime du golfe de Finlande et de garanties d'assistance immédiate à la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. Il avait été en première ligne dans la campagne d'hiver contre la Finlande aux côtés de Kuusinen, éphémère président d'une Finlande communiste fictive, avant de mener la soviétisation de l'Estonie. Par ailleurs, ayant été le chef politique de Leningrad assiégée durant toute la guerre, on pouvait supposer qu'il ne serait pas tendre avec les alliés d'Hitler.

Une Finlande 16^e République de l'URSS était pourtant devenu un scénario invalidé par les Soviétiques eux-mêmes. Le souvenir cuisant de l'échec de la guerre d'hiver suffisait. Kuusinen, dont le nom était trop associé à la tentative de communisation de la Finlande en 1939-1940, ne reçut pas l'autorisation de rentrer au pays. La République fédérée de Carélie finnoise cessa d'incarner après la guerre la Grande Finlande fictive et communiste mise en réserve et Vyborg,

²⁴ APE FR, 06/8/49/831, p. 17-20, déclaration citée en anglais dans Alexei M. Filitov, « The Peace Treaty of 1947 in Soviet-Finnish Relations », dans *Finnish-Soviet Relations*, op. cit., p. 136.

appelée en 1940 la « ville socialiste d'avant-garde de la République carélo-finnoise », redevint une ville russe²⁵. Dès 1944, l'isthme de Carélie et Vyborg sont en effet intégrés administrativement à la région de Leningrad, tandis qu'à l'extrême-Nord le district de Petsamo est incorporé à la région de Mourmansk²⁶. La Finlande est donc bordée à ses deux extrémités directement par la RSFSR, rendant d'éventuelles modifications territoriales ultérieures difficiles. La République carélo-finnoise n'est alors plus qu'une République croupion vidée de sa population finno-carélienne et repeuplée principalement de Slaves. Les efforts de son premier secrétaire Kuprianov pour obtenir, dans un contexte de pénurie de main d'œuvre, le retour des Caréliens dans leur « patrie » ne donnent en effet guère de résultats²⁷. Les *ingermanlandtsy*, minorités finnoises de la région de Leningrad, rapatriés de Finlande, sont également envoyés loin de la frontière, principalement dans les régions de Iaroslav, Kalinin et Novgorod²⁸. Il semblerait cependant que les décrets de cette réorganisation administrative ne soient publiés qu'en 1947, au moment de la signature du traité de paix²⁹. Dans l'intervalle, les Finlandais communistes et non-communistes entretiennent l'espoir de possibles rectifications de frontière dans la région de Vyborg et c'est un moyen de pression dont les Soviétiques savent user les veilles d'échéances électorales en Finlande. Le maintien de la République fédérée de Carélie finnoise jusqu'en 1956 entretient en tout cas une lecture idéologique de la politique soviétique à l'égard de la Finlande. Yves Chataigneau, ambassadeur de France en URSS, évoque encore le 21 juin 1949 l'idée d'une pierre d'attente, « un Piémont d'une grande Finlande soviétique »³⁰.

25 Deux semaines après le traité du 12 mars 1940, la petite République autonome de Carélie qui existait au sein de la RSFSR depuis 1923 avait été transformée en République fédérée sous le nom évocateur de RSS de Carélie finnoise et avait reçu les territoires arrachés à la Finlande. Dans cette nouvelle République, avaient été prises des mesures immédiates de finnisation (presse, écoles, administrations, toponymes) ; voir N. I. Utkin, *Rossiâ-Finlândiâ : « karel'skij vopros »*, Moskva, Meždunarodnye otnošeníâ, 2003, p. 315.

26 Décret du Presidium du Soviet suprême d'URSS qui incorpore les districts de Vyborg, Keksholm (Priozersk) et Jaskinski (Lesogorski) dans la région de Leningrad, 24 novembre 1944, Utkin, *op. cit.*, p. 318 ; A. V. Lavrinskij, *Leningradskaâ oblast'*, Lenizdat, 1970, p. 10.

27 Correspondance sur la question des évacués/rapatriés de Carélie et de la région de Leningrad, Archives d'État de la Fédération de Russie (ci-après GARF), 5446/46/2585-47a/3301. Kuprianov fait partie de ceux qui sont arrêtés lors de la purge de Leningrad de 1949.

28 De la fin 1944 jusqu'à mars 1946, 101 195 personnes reviennent en Union soviétique ; V. I. Musaev, *Političeskaia istoria Ingermanlandii v konce XIX-XX veke*, Saint-Petersbourg, « Nestor Historia », 2001, p. 291.

29 Archives du ministère français des Affaires Étrangères (ci-après AMAEF), Z Europe, vol. 221, note de la sous-direction d'Europe orientale, le 13 juillet 1956 qui récapitule les différentes étapes de l'histoire de la Carélie. Il y est mentionné la date de 1947 pour le rattachement de l'isthme de Carélie à la RSFSR.

30 *Ibid.*, Finlande, 1944-1949, vol. 12.

L'autre scénario dominant de l'après-guerre est celui du bon voisinage entre un petit État et un grand État. Il est théorisé par Staline lui-même dans son allocution à l'occasion de la signature du traité soviéto-finlandais d'avril 1948³¹. Ce bon voisinage renvoie bien souvent aux souvenirs de la période du Grand Duché. La Finlande avait alors un statut d'autonomie, possédait sa propre frontière douanière et ses propres institutions politiques au sein de l'Empire russe³². Certes, la référence est à double tranchant. Du côté finlandais, Enckell a beau jeu de rappeler l'effet positif de 1811, moment où le tsar « rendit » la province de Vyborg (Viipuri) au Grand Duché. Du côté des militaires soviétiques, la seule référence possible est en revanche la frontière précédente, celle de 1721³³. La « stratégie du sourire »³⁴ que développe publiquement Staline à l'égard de la petite Finlande s'inscrit en tout cas dans cette lignée. Parlant en vrai patriote finlandais, il s'adresse ainsi aux chefs du PC finnois le 8 octobre 1945 :

366

Nous aimons et respectons le peuple de Finlande. C'est un bon peuple, un peuple travailleur. Il faut dire que vous vivez le Diable sait où... [...] Comparez, disons, la Finlande et la Belgique. Les Belges considèrent les Finlandais comme un peuple inculte qui vit dans des huttes. Mais les Finnois ne se sont pas conduits dans la guerre comme les Belges. Les Belges se considèrent comme un des peuples cultivés d'Europe, mais quand a commencé la guerre, ils se sont rendus. Je pense que si les Finlandais avaient été mis à la place des Belges, et bien ils se seraient battus avec opiniâtreté contre l'agression allemande³⁵.

31 « Nombreux sont ceux qui ne croient pas qu'il puisse exister des relations égales entre une grande et une petite nation. Mais, nous, les citoyens soviétiques, nous estimons que ces relations peuvent et doivent exister. Les citoyens soviétiques estiment que chaque nation, grande ou petite, possède ses particularités qualitatives et spécifiques qui n'appartiennent qu'à elle et que n'ont pas les autres nations. Ces particularités représentent l'apport de chaque nation au trésor mondial commun de la culture qui le complète et l'enrichit. C'est pourquoi le peuple soviétique considère que la Finlande, bien qu'elle soit un petit pays, occupe dans ce traité un rang égal à celui de l'Union soviétique. On trouvera peu d'hommes d'État des grandes puissances qui considèrent les petites nations comme les égales des grandes. La plupart d'entre eux les regardent de haut avec condescendance. Ils sont prêts parfois à accorder des garanties unilatérales aux petites nations. Mais ces hommes d'État généralement parlant ne concluent pas de traités égaux avec les petites nations, car ils ne les considèrent pas comme leurs partenaires » (*Pravda*, 13 avril 1948).

32 Anthony Eden lui-même évoquait le sort de la Finlande de cette manière : « *Although we shall no doubt hope that Finland will be left some real degree of at least cultural and commercial independence and a parliamentary regime, Russian influence will in any event be predominant in Finland and we shall not be able, nor would it serve any important British interests to contest that influence* » (memorandum « Soviet Policy in Europe outside the Balkans », 9 août 1944, cité dans Polvinen, *Between East and West...*, op. cit., p. 283).

33 *Ibid.*, p. 160.

34 L'expression est utilisée par Timo Vihavainen dans *Stalin i Finny*, op. cit.

35 RGASPI, 558/1/5379, p. 1-8.

La comparaison avec la Belgique mérite que l'on s'y arrête. En introduisant un parallèle entre un peuple supposé bagarreur et un autre, le peuple belge, qui ne l'aurait pas été assez, et un scénario-fiction, celui des Finlandais en train de se battre contre les Allemands, Staline réussit à gommer l'identité réelle du peuple contre lequel les Finlandais se sont battus, c'est-à-dire le peuple soviétique. Au final, la représentation induite par ce tour de passe-passe est celle d'un petit État solide et batailleur susceptible de protéger efficacement l'URSS, au contraire de la Belgique qui n'a pas été capable de le faire pour la France. Derrière le ton de réconciliation, Staline donne néanmoins à entendre combien l'existence de cet État n'est pas une évidence. Géographiquement, il insiste sur son caractère improbable, sorte de périphérie floue. Le parallèle avec la Belgique, dont l'intégrité territoriale a pu faire question à la fin de la guerre et qu'on a souvent tendance à considérer, vu de Moscou, comme une petite sœur de la France, n'est également pas sans sous-entendus³⁶.

Amitié affichée et menace voilée font ainsi bon ménage dans la politique soviétique à l'égard de la Finlande. Staline comme Molotov aiment à souligner le respect que leur inspire la figure de Paasikivi, qui, ayant commencé sa carrière politique sous l'Empire tsariste, avait joué un rôle modérateur tant en 1940 qu'en 1944 pour trouver, à n'importe quel prix, un *modus vivendi* avec l'URSS. Lors de son départ de Moscou où il fut ambassadeur en 1940-1941, Staline lui avait fait des adieux personnels. Molotov, quant à lui, souligne dans ses Mémoires que Paasikivi avait lu Lénine dont il possédait les œuvres complètes. Staline affiche par ailleurs publiquement et à plusieurs reprises sa satisfaction à l'égard de l'attitude de la Finlande. Il considère la nouvelle frontière entre les deux pays comme une bonne frontière, contrairement à d'autres frontières comme celle du Caucase méridional. La Finlande, ponctuelle dans le paiement des réparations et se gardant d'internationaliser les contentieux à l'égard de l'URSS, obtient de la part de Staline les félicitations à la conférence de Potsdam où il vante devant Byrnes son comportement loyal³⁷.

L'attitude modérée du Kremlin à l'égard d'Helsinki s'illustre notamment en 1946. Le 18 avril, une délégation finlandaise est à Moscou et rencontre Staline et Molotov. Ceux-ci se montrent réceptifs aux demandes faites par Pekkala, leur interlocuteur finlandais. La première concerne l'utilisation par les Finlandais du chemin de fer Helsinki-Turku qui passe par l'enclave soviétique de Porkkala. La seconde porte sur l'exploitation par la Finlande du canal de Saima jusqu'à

36 Par exemple, dans sa note du 11 janvier 1944, Maïski envisageait, sans trop y croire cependant, un éventuel rattachement volontaire de la Belgique ou de sa partie wallonne à la France (doc. cité).

37 Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 25-27, p. 165 ; Alfred Rieber, « Les Finlandais possédaient Paasikivi... », art. cit., p. 32-33.

Vyborg, car ce canal commande le débouché des deux tiers de la « Finlande utile »³⁸. Sur ces deux questions, le cinquième département du MID qui, en préparation de la visite, avait réuni les opinions des différentes institutions concernées, avait conclu à la nécessité d'une réponse négative. C'est surtout l'État-Major qui avait exprimé son hostilité. Pour Vassilievski, donner aux Finlandais le droit de transit ferroviaire à Porkkala signifiait « la liquidation de notre base navale » et l'utilisation du canal par les Finlandais « réduirait à néant nos mesures défensives dans l'ensemble du district, y compris Vyborg et sa baie », sans compter le fait qu'il faudrait établir de part et d'autre du canal sur 32 kilomètres une rangée de gardes-frontières³⁹. Staline n'en tient pas compte car son objectif premier est alors d'amadouer les Finlandais dans le contexte de la préparation du traité de paix et dans le souci de renforcer le gouvernement du moment⁴⁰. Mais cela nourrit l'incompréhension des militaires pour qui ces éventuelles concessions mettent à mal la sécurité concrète du territoire. L'idée de voir des Finlandais circuler dans la zone frontalière paraît en outre contredire le projet de zone interdite sur la frontière occidentale de l'URSS à laquelle Vassilievski souscrit le 22 avril et dont la mise en place est décrétée le 29 juin 1946⁴¹.

Dans quelle mesure ce scénario du bon voisinage fonctionne-t-il comme une alternative à celui de la satellisation politique ? Dès l'armistice, l'objectif clairement énoncé du côté soviétique est la signature d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sur le modèle de ceux signés avec la Tchécoslovaquie ou la France. C'est la « musique du futur » pour reprendre l'expression de Molotov lorsqu'il semonce Ždanov en janvier 1945, lui reprochant d'avoir évoqué trop tôt et mal à propos l'idée de pacte devant le maréchal Mannerheim, au risque de l'effrayer⁴². Dès septembre 1945, il est demandé dans la rédaction des articles du traité de paix de tenir compte de cette deuxième étape⁴³. Une fois le traité de paix ratifié, la signature d'un pacte

38 Il est dès lors prévu de préparer des textes spéciaux sur ces deux questions. Le texte sur le transit par Porkkala est signé le 24 mai 1947, les négociations sur le canal sont arrêtées en mai 1947 faute d'être arrivées à un accord.

39 APE FR, 06/8/49/831, p. 14-16 et p. 17-22.

40 La réponse favorable faite par Staline est confirmée au Bureau politique, protocole spécial n° 51, point 12, 22 avril 1946, RGASPI, 17/162/38.

41 Sur cette question de la zone interdite, voir Sabine Dullin, « L'émergence d'une frontière de guerre froide à l'Ouest de l'Union soviétique, 1945-1949 », dans A. Fleury, L. Jilek (dir.), *Une Europe malgré tout. Les échanges entre Européens dans la Guerre froide, 1945-1990*, Bern, Peter Lang, 2006.

42 Télégramme chiffré de Molotov à Ždanov, 20 janvier 1945, RGASPI, 77/3/54, p. 4.

43 Note de Ždanov à Molotov, septembre 1945, RGASPI, 77/3/71, p. 4.

d'amitié devient le but immédiat. Le 5 novembre 1947, après une conversation avec Pekkala, Molotov en souligne devant Staline le caractère prioritaire⁴⁴.

Le parallèle établi avec la Tchécoslovaquie dès la fin 1944, et qui court jusqu'en 1948, nécessiterait une étude à part entière. Il contribue en tout cas à gommer en partie l'identité de vaincu de la Finlande. Dans sa précipitation à évoquer un pacte de type tchèque ou français au maréchal Mannerheim, Ždanov avait finalement agi, et certainement sans le vouloir, comme si la Finlande était un allié. Comme le lui rappelle alors Molotov, insistant sur sa maladresse, la Finlande, de par sa situation de vaincu, n'a pas de relations officielles avec l'URSS et de ce fait, avant de penser à toute idée de partenariat, il faut d'abord signer un traité de paix⁴⁵. Trois ans plus tard, la concomitance est frappante entre le coup de Prague du 20 au 25 février 1948 et la demande faite par Staline à Paasikivi le 22 février de manifester son intérêt pour un pacte d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Cependant, aucun lien en amont n'a été établi entre les deux événements.

Les directives envoyées le 13 janvier 1948 à Savonenkov, représentant de l'URSS en Finlande, énumèrent les différents moyens de pression disponibles pour pousser le gouvernement finlandais vers la négociation d'un pacte⁴⁶ : certains articles du traité de paix, notamment ceux qui obligent la Finlande à prendre des mesures contre les fascistes et les criminels de guerre, l'accord de commerce et l'utilisation des anciens actifs allemands. L'accent est également mis sur l'importance des relations personnelles entre dirigeants de l'URSS et dirigeants de la Finlande. Il est ainsi prévu d'inviter Paasikivi à Moscou. Enfin, l'Union démocratique du peuple finlandais (SKDL), dont le parti communiste est le pilier, doit jouer de son influence alors même que se prépare la campagne électorale à la diète prévue pour l'été 1948. Cependant, le parti communiste finlandais, dont Paasikivi a su peu à peu désamorcer l'influence interne⁴⁷ est de moins en moins pris au sérieux à Moscou. Malgré le rôle de tuteur de Ždanov en 1945-1947, les communistes finlandais ne se sont pas montrés de bons élèves⁴⁸. Début 1948, Leino, seul communiste à occuper un portefeuille de premier plan, celui de l'Intérieur, est très largement discrédité aux yeux du Comité central du parti communiste finlandais et du PCUS. Sa démission et son éventuel

44 Dnevnik Molotov, APE FR, 06/9/73/1141.

45 Télégramme chiffré de Molotov à Ždanov, 20 janvier 1945, doc. cité.

46 Stogo sekretno, point 66 du 13 janvier 1948, protocole n° 61, RGASPI, 17/162/38.

47 Le SKDL dont le parti communiste est la cheville ouvrière avait remporté 23,5 % des suffrages en 1945.

48 Sur le rôle de mentor de Ždanov à l'égard des communistes finlandais, Kimmo Rentola, « The Soviet Leadership and Finnish Communism, 1944-1948 », dans *Finnish-Soviet Relations 1944-1948*, op. cit., p. 216.

remplacement par un autre communiste sont même discutés au sein du Parti en janvier 1948. Staline et Molotov ont finalement le plus souvent préféré, et cela dès 1945, traiter avec les élites politiques non communistes, sans doute persuadés qu'elles étaient plus à même de réussir l'alignement sur l'URSS sans les risques d'une guerre civile. En 1947, c'est le gouvernement démocratique finlandais qui refuse le plan Marshall, tandis que Moscou évite de convoquer les communistes finlandais à la réunion constitutive du Kominform⁴⁹. Rien ne dit que le coup de Prague et la demande faite à Paasikivi procèdent d'une seule et même politique à Moscou. En revanche, l'épouvantail du coup de Prague a constitué *a posteriori* un moyen de pression plus fort que tous les communistes de Finlande pour que le gouvernement d'Helsinki se résolve à signer un pacte d'assistance mutuelle avec son encombrante voisine.

Ce pacte signé en avril 1948 apparaît différent de ceux signés avec les pays de l'Est et, n'étant pas accompagné d'une satellisation politique, il apparaît au fondement de la voie finlandaise. C'est ici qu'il faut introduire la dimension scandinave.

UNE FRONTIÈRE PROJETÉE JUSQU'EN SUÈDE

Les pays scandinaves ont perdu aux yeux de la plupart des observateurs européens leur position périphérique à la faveur de la seconde guerre mondiale. Comme l'écrit Kuznecov, ambassadeur d'URSS en Norvège :

Il suffit de regarder à quoi ressemble la carte politico-géographique du monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour saisir l'importance du rôle qui incombe désormais à la presque île scandinave en tant que flanc gauche immédiat de l'Occident en direction de l'Union soviétique⁵⁰.

Au Quai d'Orsay, on s'inquiète à l'inverse des velléités d'expansion soviétique dans cette zone :

De caractère défensif, le nouveau bloc slave a deux pointes offensives l'une dans la Baltique vers les détroits danois, l'autre vers la Méditerranée par le Bosphore et les Balkans. Il prend ainsi un aspect dynamique générateur de crises⁵¹.

⁴⁹ Sur ces deux moments, Mikhaïl Narinski, « The Soviet Union, Finland and the Marshall Plan », dans *ibid.*, p. 80-99, et Grant Adibekov, « Why was the Communist Party of Finland Not Admitted into the Cominform », dans *ibid.*, p. 199-215.

⁵⁰ Rapport sur l'importance stratégique de la Norvège et les mesures à prendre pour renforcer les relations soviéto-norvégiennes, ultra-secret, 6 juin 1946, dans A. O. Čubarjan et O. Riste (dir.), *Sovetsko-Norvežskie otnošenâ, 1917-1955*, Moskva, Elia-Art-O, 1997, doc. 293, p. 402.

⁵¹ AMAEF, Z Europe, vol. 28, p. 69-80 ; note de la sous-direction Europe centrale et orientale, « Problèmes territoriaux en Europe orientale », 13 août 1945.

Outre le fait que la péninsule scandinave est devenue, au même titre que le reste de l'Europe, un terrain de bataille, elle apparaît ainsi, au sortir de la guerre, comme une zone possible d'expansion de l'adversaire.

Du point de vue de Moscou, la Finlande appartient à l'espace nordique et ses affaires doivent être gérées avec celles de la Scandinavie. Certes, elle entrait aussi dans le groupe géographiquement discontinu des pays vaincus, comme en témoignent sa place dans les commissions d'armistice et de contrôle des traités de paix et certains parallèles établis entre la Finlande, la Roumanie et la Hongrie⁵². Cependant, dans le travail des ministères et des structures permanentes, la Finlande est toujours associée aux pays scandinaves⁵³. L'Union soviétique entendait développer son influence en Europe du Nord et Litvinov incluait début 1945 dans la « zone de sécurité » de l'URSS aussi bien la Finlande que la Norvège et la Suède, le Danemark occupant quant à lui la fonction d'une zone tampon neutre⁵⁴. Toutefois, conscient des résistances que pouvait rencontrer une répartition géopolitique de cet ordre, Litvinov envisageait des contentieux avec les autres Alliés à propos de la Norvège et de la Suède, au même titre qu'avec la Turquie au Sud. Il s'agissait en effet des zones limites dans des sphères de sécurité déjà très agrandies⁵⁵.

Par ailleurs, durant la guerre, l'importance des détroits et de la liberté de communication maritime avait été mise en avant. Lozovskij avait écrit dès le 26 décembre 1941 à Staline et Molotov :

Il faut déjà réfléchir à toute la question de nos frontières... Il ne faut en aucun cas en rester à la situation ancienne concernant la mer Baltique et la mer Noire.

52 Décret n° 112 du 1^{er} mars 1947 que répercute Molotov le 3 mars créant au sein du MID la commission permanente pour l'étude et la coordination des questions de l'exécution et du contrôle des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Finlande, la Hongrie et la Bulgarie sous la présidence de Gusev et avec comme expert de la Finlande, Vetrov, alors responsable adjoint du 5^e département (APE FR, 0135/31/165/21, p. 10).

53 À partir de juin 1941, l'appareil diplomatique est réduit et les pays scandinaves entrent alors dans les compétences du 1^{er} département européen aux côtés de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Espagne, du Portugal et de la Suisse ; le 16 février 1944 est recréé un 5^e département européen pour les pays dits de l'Europe nordique (Suède, Norvège, Finlande, Danemark) dirigé comme en 1939 par P. D. Orlov. Voir, pour plus de détails, *Očerki istorii Ministersva Inostrannyh del Rossii*, t. II, 1917-2002, Moskva, Olma Press, 2002, p. 274 et 302 ; au sein de la Commission de politique extérieure du Comité central, on a un sous-département pour les pays scandinaves qui s'occupe aussi de la Finlande (RGASPI, décision du PB du 18 avril 1949, 17/162/40).

54 Note de Litvinov adressée à Molotov et Vyšinskij sur la question des blocs et des sphères d'influence, ultra-secret, 11 janvier 1945, APE FR, 06/7/17/173, p. 59-60.

55 Sur la question des sphères de sécurité, voir Mikhaïl Narinski, « Evropa : Problemy granic i sfer vlâniâ (1939-1947) », *Svobodnaâ Mysl*, 1998, n° 3, p. 90.

On devra penser la question de nos frontières terrestres et maritimes sous l'angle de la sécurité et de la liberté des communications⁵⁶.

Lors de la libération de l'Europe, les Soviétiques montrent leur intérêt pour les détroits danois qui permettent le passage de la mer Baltique à l'Atlantique, en occupant de mai 1945 à mars 1946 l'île de Bornholm⁵⁷. Ils négocient également avec les Norvégiens pour organiser une défense commune de l'archipel de Spitzbergen et de l'île aux Ours qui gardent l'accès de l'Arctique à l'Atlantique⁵⁸. En 1945, les militaires soviétiques entretiennent l'espoir d'obtenir également des bases soviétiques sur le littoral norvégien⁵⁹. La question d'éventuelles rectifications territoriales dans le fjord de Varanger afin de rehausser l'intérêt stratégique de Petsamo est également abordée dans les rapports internes. Une note du cinquième département rappelle le caractère historique de cette revendication et renvoie à l'opinion du ministre de la Guerre Kuropatkin. Celui-ci soulignait en 1900 le caractère « artificiel » de la frontière à l'extrême-Nord. Il reconnaissait cependant qu'une éventuelle rectification perdait de son actualité dans les périodes où la Finlande ne « découvre pas » mais au contraire « couvre non seulement la capitale mais aussi tout le Nord de la Russie »⁶⁰. Ainsi les exigences russes à l'égard de la Norvège avaient dépendu et dépendaient encore de la nature des relations entre Moscou et Helsinki.

Ces aspirations géopolitiques s'enracinaient, certes, dans l'expérience de la guerre et du contrôle de la Baltique et de la Scandinavie par les Allemands, mais elle visait aussi à réduire à l'avenir le poids des Britanniques dans la région. Les Soviétiques, en manifestant leur hostilité dès 1943, mais surtout en 1945, vis-à-vis des projets d'organisation scandinave de défense commune ou de bloc scandinave, entendaient lutter contre toute possibilité d'ingérence

56 Note de Lozovskij à Staline et Molotov, ultra-secret, 26 décembre 1941, APE FR, 013/4-a/11/4, p. 1-3, publiée dans *Istočnik*, n° 4, 1995, p. 114-115.

57 AMAEF, Europe 1944-1949, vol. 44 ; papiers de la sous-direction de l'Europe du Nord, « Mer Baltique et détroits ».

58 L'objectif soviétique est de faire annuler le statut des îles datant du 9 février 1920 et qui ne tient pas compte des intérêts soviétiques ; note de la conversation entre Molotov et l'ambassadeur de Norvège à Moscou sur la défense mutuelle de Spitzbergen et de l'île aux Ours, 29 janvier 1945, *Sovetsko-Norvežskie otnošeníâ*, op. cit., doc. 270. Le projet de déclaration commune est rédigé le 9 avril 1945, *ibid.*, doc. 273 ; le projet échoue définitivement après avoir été rejeté par le Parlement norvégien en février 1947, *ibid.*, doc. 300 et 303.

59 À l'État-Major, Antonov suggère à Dekanozov à la fin de janvier 1945 d'obtenir en compensation de la libération du territoire de la Norvège par l'Armée rouge la concession à bail à l'Union soviétique de quelques districts de la Norvège du Nord.

60 Note du 5^e département sur la formation de bases navales et aériennes de l'URSS en Norvège du Nord, adressée à Vyšinskij et Lozovskij, 3 juillet 1945, *ibid.*, doc. 276.

anglo-saxonne dans cette zone⁶¹. Leur politique visait à favoriser des relations bilatérales strictes, seules susceptibles, en jouant du capital de sympathie acquis par leur guerre de libération contre le fascisme, de leur donner de l'influence dans ces pays. Les Soviétiques se heurtent cependant aux réalités scandinaves : résistances aux ingérences et aux pressions, poids économique et militaire des Anglais, puis des Américains. Dès 1946, avec la montée des tensions entre les Alliés d'hier, l'influence de l'URSS décline. En mai 1946, sur la demande de Staline, Molotov dénonce la construction par les Américains de bases militaires, évoquant à deux reprises le cas de l'Islande et rappelant à l'inverse le retrait des Soviétiques du Danemark et de Norvège⁶². En 1947, la Norvège rejette la proposition qui lui est faite d'un pacte d'assistance mutuelle et, en 1949, la Norvège et le Danemark entrent dans l'OTAN.

C'est la frontière finno-suédoise, surtout maritime (le golfe de Botnie), qui marque au fond la vraie frontière de sécurité dans les représentations soviétiques. L'attention portée aux îles Åland et le souci d'obtenir des points d'appui militaire à la sortie du golfe de Finlande en témoignent⁶³. La Baltique apparaît comme un lieu de protection avancé de l'URSS face à ses ennemis : l'Allemagne toujours mais aussi l'Angleterre puis, surtout après la création de l'OTAN, les États-Unis et leurs clients européens. Toutefois, cette frontière est surtout perçue comme une frontière de sécurité intérieure. Le territoire suédois fonctionne comme un lieu de refuge pour les Baltes qui ont fui l'annexion de leurs pays et comme un centre d'activisme antisoviétique. La surveillance de la Baltique a, du point de vue du Kremlin, comme objectif premier le démantèlement des réseaux d'aide qui se sont noués entre les maquisards opérant dans les Républiques baltes et les centres de réfugiés en Suède⁶⁴. La décision unilatérale prise par Moscou d'élargir à 12 miles les eaux territoriales soviétiques en mer Baltique entraîne, dès 1946, un grand nombre d'arraisonnements de bateaux de pêche suédois et danois. Plusieurs

61 Note du 5^e département du NKID à Vyšinskij et Lozovskij sur la formation éventuelle d'un bloc politico-militaire des pays nordiques, 2 juillet 1945, *ibid.*, doc. 275.

62 Note de la conversation de Molotov avec Byrnes, 5 mai 1946, doc.112, *SSSR i Germanskij Vopros, op. cit.*, tome 2, p. 475.

63 En 1939, la délégation soviétique à la SDN s'inquiétait d'une remilitarisation finno-suédoise des îles Åland et, en 1940, les Soviétiques avaient obtenu la base de Hanko à la sortie du golfe de Finlande. À partir de 1943, à Stockholm, s'exprime à plusieurs reprises la crainte fondée de voir l'Armée rouge s'installer militairement dans les îles Åland.

64 Notes des conversations entre Lozovskij et Söderblom, 1^{er} juin 1945, dans Oleg Ken, Aleksandr Rupasov, Lennart Samuelson (dir.), *Šveciâ v politike Moskvy, 1930-1950-e gody*, Moskva, Rosspen, 2005, p. 319 ; voir aussi Sabine Dullin, « L'émergence d'une frontière de guerre froide à l'Ouest de l'Union soviétique, 1945-1949 », art. cit.

affaires d'avions abattus par la chasse soviétique et de bateaux retenus par les gardes-frontières dans les ports de la Baltique, alors même qu'ils évoluaient en zone internationale, provoquent des protestations officielles de la Suède à l'ONU, notamment à l'automne 1952. La menace d'une *mare balticum sovieticum* inquiète en Occident tandis que Moscou se réfugie derrière le droit international pour mener à bien ses opérations de police⁶⁵.

La présence soviétique à la frontière suédoise, qu'elle soit symbolique ou réelle, apparaît ainsi très importante. Les accords signés en 1940 entre l'URSS et la Finlande servent de fondements à Moscou pour exiger cette présence. La délégation soviétique reçoit ainsi comme instruction à Londres en 1946 de se fonder sur l'accord soviéto-finlandais du 11 octobre 1940 pour ne pas accepter le maintien d'une garantie internationale du statut d'autonomie politique des îles Åland. Cette affaire, selon Moscou, ne regarde que la Finlande. Par ailleurs, une présence soviétique accrue à Torneo, aux portes septentrionales de la Suède, est revendiquée par Moscou dès la signature de la paix. Sous couvert d'honorer le droit de transit vers la Suède reconnu dans le traité de mars 1940, les Finlandais doivent accepter de poursuivre la construction du chemin de fer existant entre Torneo et Kemijärvi jusqu'à la frontière soviétique en Laponie. À la fin de l'année 1947, on se plaint au MID de la lenteur des travaux. Par ailleurs, les Soviétiques demandent l'ouverture d'un consulat soviétique à Torneo et la mise en place de services consulaires dans les quelques villes jouxtant le chemin de fer⁶⁶.

Sur un plan diplomatique, l'URSS, la Finlande et la Suède forment un véritable triangle, même si celui-ci n'est pas équilatéral. Il repose sur l'impératif compris de part et d'autre de la neutralité suédoise. Dès la fin de la guerre, à Moscou, on s'affirme très attaché à la préservation de ce statut. Litvinov insiste, comme avant lui Kollontaï, sur son importance⁶⁷. Lorsqu'il rencontre Söderblom, envoyé suédois à Moscou, le 3 août 1944, Litvinov, remarquant combien le nombre de neutres diminue en Europe, s'inquiète de la position suédoise. On lui répond que la Suède ne fera pas comme la Turquie et tient à sa neutralité⁶⁸. Pour le maintien de la souveraineté politique de la Finlande, cette prise de position neutraliste est, vue de Moscou, très importante, de même qu'à

65 AMAEF, Europe 1944-1960, vol. 44 ; lettre de l'ambassadeur de France à Copenhague du 23 avril 1948 ; *ibid.*, vol. 87, correspondance entre l'ambassade de Stockholm et le quai d'Orsay pour les années 1950-1952 ; *Šveciâ v politike Moskvj, op. cit.*, p. 366.

66 Documents rédigés par Vetrov, chef du 5^e département européen, entre février et novembre 1947, APE FR, 0135/31/165/21, p. 1, 9, 77, 84.

67 Il s'oppose en cela à Lozovskij qui, pour des considérations idéologiques antifascistes, considère que la Suède a perdu, en appuyant économiquement l'Allemagne nazie, son statut de neutre (protocole n° 1 de la réunion de la Commission pour l'organisation d'après-guerre, 8 septembre 1943, *SSSR i Germanskij Vopros, op. cit.*, t. I, p. 238-239).

68 Doc. cité dans *Šveciâ v politike Moskvj, op. cit.*, p. 315.

l'inverse, l'argument finlandais joue un rôle essentiel dans la détermination de l'attitude suédoise à l'égard de Moscou ainsi que dans celle de l'URSS vis-à-vis de Stockholm.

De ce fait, les politiques soviétiques à l'égard de la Finlande et de la Suède sont concertées. Au printemps 1946, la direction soviétique lance une offensive de charme à l'égard de la Finlande et de la Suède dans le contexte de la préparation du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Londres. Ce qui préoccupe les Soviétiques à ce moment-là est d'éviter une ingérence occidentale dans la zone baltique à un moment où le ton se durcit entre les anciens Alliés⁶⁹. Le 5 avril 1946, le Bureau politique entérine une série de décisions en vue d'améliorer les relations entre l'URSS et la Suède, alors même que se préparent les négociations avec les Finlandais à Moscou⁷⁰. En janvier 1947, l'ambassadeur soviétique à Stockholm se félicite des résultats : la social-démocratie suédoise a accepté l'idée que la politique extérieure finlandaise ne pouvait pas s'écarter de celle de l'URSS et le gouvernement suédois maintient le cap d'une indépendance à l'égard des Anglo-saxons qui favorise la bonne entente avec les Soviétiques⁷¹. Mais c'est entre février et avril 1948, dans le contexte des négociations du pacte d'amitié soviéto-finlandais, que le lien entre l'indépendance politique de la Finlande et la neutralité de la Suède apparaît particulièrement net. Cela explique sans doute le calme avec lequel les services du MID accueillent les projets de bloc défensif scandinave, pourtant constamment décriés dans la presse soviétique en 1947-1948⁷². À Stockholm, en mars 1948, ce lien est au cœur de toutes les analyses, qu'elles soient le fait des diplomates ou celui des militaires et, à la veille du pacte, lors des rencontres entre Černyšev, ambassadeur de l'URSS, et Unden, ministre des Affaires étrangères de Suède, il est évoqué à plusieurs reprises⁷³. S'il est incontestable que la neutralité suédoise constitue un pilier de la politique soviétique à l'égard de la Scandinavie et donc de la Finlande, les archives soviétiques manquent cependant pour établir à quel point les concessions faites par les Soviétiques au moment de la signature du pacte prenaient en compte cette dimension scandinave. Que Staline l'ait envisagée comme secondaire, le pacte pouvait alors être considéré comme un échec pour Moscou puisqu'il n'intégrait pas les deux conditions que Molotov

69 Les Britanniques qui suivent les négociations soviéto-finlandaises d'avril 1946 s'inquiètent surtout du volet économique et d'une possible exclusive soviétique en matière d'import-export, télégrammes chiffrés de Moscou (Frank Roberts) au Foreign Office et remarques de Walsh au Northern department, 20-30 avril 1946, FO 371/56179.

70 Décision du Bureau politique, doc. cité dans *Šveciâ v politike Moskvj, op. cit.*, p. 335.

71 Note de Černyšev, (janvier ?) 1947, *ibid.*, p. 348.

72 A. Komarov, « SSSR i Skandinavskij oboronitel'nyj soûz (1948-1949) », *Severnaâ Evropa. Problemy istorii*, Vypusk 4, Moskva, Nauka, 2003, p. 93.

73 Voir en particulier la note transmise à son ministère par Sohlman, ambassadeur à Moscou, 23 mars 1948, *ibid.*, p. 354.

considérerait comme essentielles à la fin octobre 1947 : une assistance mutuelle fonctionnant quel que soit l'agresseur et un accord indépendant de l'ONU⁷⁴. Que la dimension scandinave dans le contexte de l'aggravation de la Guerre froide ait pris une ampleur nouvelle, les obligations d'assistance mutuelle, d'un côté, et la reconnaissance d'une situation spéciale pour la Finlande, de l'autre, pouvaient dès lors servir de point d'appui dans une politique visant à maintenir le plus possible la Scandinavie à l'écart des blocs.

Au XX^e Congrès, Khrouchtchev reconnaît publiquement le droit à la neutralité pour la Finlande⁷⁵. Quelques mois auparavant, les principaux dispositifs qui limitaient la souveraineté finlandaise ont été supprimés. Résumant à merveille la dualité de la politique de Staline à l'égard d'Helsinki, le premier secrétaire du Parti déclare en novembre 1955, lors d'un déjeuner à l'ambassade de Norvège, que l'on ne peut se lier d'amitié avec un peuple et en même temps lui mettre un couteau sous la gorge⁷⁶. Le départ soviétique de la base de Porkkala, qui avait de toute façon perdu toute importance stratégique, est l'application la plus spectaculaire de cet adage⁷⁷. Des manifestations grandioses accompagnent sa restitution aux Finlandais. Au Quai d'Orsay, on constate que les festivités ont été plus fastueuses que lors de la cessation de Port Arthur à la Chine⁷⁸. La nouvelle équipe au pouvoir se montre par ailleurs prête à étudier des formes de coopération transfrontalière, notamment l'exploitation en commun du canal de Saima et la mise à disposition des voies ferrées situées au Nord-Ouest du lac Ladoga pour le trafic intérieur finlandais⁷⁹. Cet assouplissement au niveau de la frontière signifie le renoncement à l'ancienne conception policière et militaire d'une sécurité immédiate qui s'ancrait dans la période de l'entre-deux-guerres et reposait sur une représentation enclavée de Leningrad.

La décision de rétrograder le 16 juillet 1956 la République fédérée de Carélie finnoise en République autonome de Carélie au sein de la RSFSR met également définitivement fin au rêve, ou au cauchemar, c'est selon, d'une Finlande partie intégrante de l'URSS⁸⁰. Dès le printemps 1956, la République carélo-finnoise est d'ailleurs tenue à l'écart de la reprise des relations culturelles entre

74 Note de Novikov à Molotov, 29 octobre 1947, APE FR, 06/9/74/1145. Les deux conditions sont soulignées au crayon bleu par Molotov à la lecture.

75 Jukka Nevakivi, « Finnish Neutrality », dans *Neutrality in History. La neutralité dans l'histoire*, Helsinki, Finnish Historical Society, 1993, p. 40.

76 *Sovetsko-Norvežskie otnošení*, op. cit., doc. 379.

77 La restitution, annoncée lors d'une rencontre entre Finlandais et Soviétiques à Moscou, avait donné lieu à un accord en septembre 1955.

78 AMAEF, Europe, Finlande, vol. 48, Maurice Dejean à Pinay, 3 février 1956.

79 L'accord entre en vigueur le 1^{er} décembre 1956.

80 *Očerki Istorii Karelii (1957-1964)*, t. II, Petrozavodsk, 1964, p. 535.

les populations finno-ougriennes de part et d'autre de la frontière. Le nouvel axe des échanges favorise dorénavant les Républiques Baltes et c'est surtout l'Estonie qui devient la République « correspondante » de la Finlande au sein de l'URSS dans un contexte d'essor des échanges culturels, scolaires, touristiques et commerciaux. Tallin fait incontestablement une meilleure publicité au système socialiste que Petrozavodsk en termes de progrès économiques et culturels et les liens intellectuels se renouent entre les deux capitales. La conception de l'espace baltique du côté soviétique se modifie alors. Si la Baltique reste une zone frontière surveillée entre le monde capitaliste et le monde socialiste, l'espace plus restreint du golfe de Finlande devient en partie un espace de communication avec les pays scandinaves.

En cultivant des relations de bon voisinage, fondées sur des gestes concrets et largement médiatisés, la nouvelle équipe khrouchtchevienne entend contrer de manière plus efficace que ses prédécesseurs staliniens l'implantation de l'OTAN et de ses bases militaires en Scandinavie. Cette politique s'inscrit dans le cadre plus large d'une offensive de paix tournée principalement vers l'Autriche et l'Allemagne dont on veut, à Moscou, empêcher le réarmement. Cette offensive dite de la coexistence pacifique a commencé avec la proposition faite par Molotov en 1954 à Berlin d'un accord paneuropéen de sécurité collective et se poursuit avec la mise en orbite par la diplomatie et la propagande soviétique d'un modèle de neutralité dont la Finlande et la Suède apparaissent les précurseurs. L'entrée de la Finlande dans le Conseil nordique, autorisée par Moscou, permet d'y renforcer les tendances neutralistes. En juin 1954, Mikoân, et Uden, ministre des Affaires étrangères de Suède, discutent à Moscou de la manière « d'exporter la neutralité », par exemple en Allemagne⁸¹. Cette rupture tonitruante est cependant à relativiser. Elle entérine plus qu'elle ne crée l'option de la neutralité scandinave déjà présente en filigrane dans la politique stalinienne d'après-guerre⁸².

CONCLUSION

La place de la Finlande au sein du système de sécurité soviétique révèle ainsi les différentes conceptions à l'œuvre : menace et amitié comme moyen d'assurer son influence, vision immédiate de la sécurité aux frontières ou au

⁸¹ *Šveciâ v politike Moskv, op. cit.*, p. 386.

⁸² En octobre 1951, la diplomatie soviétique avait ainsi voulu réanimer, suite à une décision du Bureau politique, le serpent de mer d'une Union scandinave neutre. Il s'agissait de freiner l'intégration militaire de la Norvège et du Danemark dans l'OTAN et d'empêcher le resserrement des liens économiques et militaires de la Suède avec les États-Unis, *ibid.*, p. 375.

contraire vision large d'une sécurité projetée au loin de ses frontières. On voit que le cas finlandais fut une expérimentation originale et ne peut être envisagé comme un simple raté dans le processus de satellisation de l'Europe de l'Est. La Finlande avait été dans l'Empire russe, elle avait une frontière suffisamment longue avec l'URSS pour devoir composer sans forcément être politiquement et économiquement alignée sur le système soviétique, elle était une carte dans la politique soviétique à l'égard de la Scandinavie. Les alternatives étaient ainsi plus nombreuses que pour d'autres pays. Les atouts du modèle finlandais déjà en gestation sous Staline furent retenus et amplifiés dans la période post-stalinienne.